



**POSTAUX
DE PARIS**

Fédération Nationale des Salariés du Secteur des Activités Postales et de Télécommunications
SYNDICAT DES SERVICES POSTAUX DE PARIS - 67 rue de Turbigo - 75139 PARIS CEDEX 03
CCP PARIS 14 569-53 A - Téléphone : 01 48 87 68 15 - Télécopie : 01 42 74 66 27
Site - www.cgt-postaux.fr - E.mail : cgt.postaux@wanadoo.fr



Paris, le 16 Novembre 2009

PATRONAT ET GOUVERNEMENT N'ARRIVERONT PAS À PRIVATISER LA POSTE A PARTIR DU 24 NOVEMBRE LES POSTIERS PARISIENS SERONT DANS LA GRÈVE ILLIMITÉE ET DANS LA RUE.

Devant la volonté du gouvernement de passer en force, devant le refus de nos dirigeants de satisfaire les revendications des personnels, organiser le combat à la hauteur des enjeux s'impose. Aussi dès le 24 novembre, journée de grève nationale à l'appel de 5 organisations syndicales de notre profession (CGT, SUD, FO, CFDT, CFTC) les organisations syndicales parisiennes CGT, SUD, CFDT, FO, CFTC, dans un communiqué commun « appellent l'ensemble des postiers parisiens à la grève illimitée jusqu'au retrait du projet de loi ». Les Colis en IDF seront également en grève illimitée à partir de cette date. Dans d'autres départements, des rencontres unitaires se déroulent pour une grève reconductible.

Privatisation : Rien n'est joué

Depuis près d'un an et demi, le rapport de force se construit pour défendre le service public postal par la participation massive des postiers dans les mobilisations (près de 100000 postiers en grève le 22 septembre) et par le soutien de la population, réaffirmé, lors de la consultation du 3 octobre dernier. Le gouvernement et la Poste sont en difficulté et les tentatives de rassurer en déclarant que la Poste serait « imprivatisable » puisque le caractère de service public national serait inscrit dans la loi ne trompent personne ! On a tous en mémoire les promesses de Sarkozy assurant qu'EDF-GDF ne serait pas privatisé.

FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT ET NOS DIRECTIONS SUR CET ENJEU EST À NOTRE PORTÉE.

Dans ce combat, il s'agit non seulement de se battre pour le retrait du projet de loi mais d'inverser le processus de privatisation en mettant en échec toutes les réorganisations et obtenir satisfaction sur nos revendications en matière d'emplois, salaires et conditions de vie et de travail.

A Paris, de nombreuses luttes démontrent que nous pouvons gagner en réussissant un mouvement unitaire d'ampleur regroupant tous les services.

Ce que nos dirigeants craignent avant tout, c'est notre capacité à nous organiser et à riposter collectivement. En témoigne la puissante lutte des facteurs de Paris 17 partis en grève le 29 septembre à plus de 80% durant 9 jours sans préavis et se retrouvant tous les jours, tous ensemble devant le bureau. Ils ont contraint la direction à lâcher sur le maintien des régimes de travail actuels (le samedi/2 pour 2/3 du personnel et mise en vente de tous les quartiers), le maintien de tous les agents sur l'établissement, des jours RTT, Cdésiation de 6 CDD,

la sauvegarde de 11 emplois sur 39 suppressions initialement prévus, et le report de la réorganisation au 18 janvier.

C'est aussi la grève illimitée des guichetiers parisiens et la lutte du bureau de poste de Château Rouge où les agents en grève massive pendant 3 semaines obtiennent l'abandon de Bienvenue à la Poste, pas de mise en place d'Organisation du Temps de Travail, maintien de l'effectif donc comblement des vâcances d'emplois et la fermeture du bureau le samedi après-midi.

C'est également la mobilisation des agents d'Europe PPDC, les 22 et 23 septembre qui entendent garder leur repos de cycle. A Paris 20, et à Paris 6 par l'action collective les facteurs empêchent la mise en place de la sécabilité, à Paris 8, Paris 14, les postiers obligent la Poste à embaucher des apprentis.

IL Y A URGENCE À SATISFAIRE LES REVENDEICATIONS DES POSTIERS.

Il faut stopper les suppressions d'emplois. Depuis 2002, 52000 emplois supprimés, dont 7700 en 2008 et 7500 pour le 1er semestre 2009. Chaque départ doit être remplacé. Tous les apprentis et contrats pro doivent être embauchés. L'emploi doit être sécurisé : un seul statut pour tous : celui de fonctionnaire le seul à offrir des garanties et droits de haut niveau.

On ne peut pas vivre avec de tels salaires ! L'argent existe : La Poste réalise des profits sur notre dos : 547 millions d'€ en 2008 et 388 millions au

premier semestre 2009. **Les négociations salariales s'ouvrent. Pour la CGT le salaire de base c'est 1500€ nets et la garantie de son doublement sur la carrière.**

A la politique de bas salaires pratiqués à la Poste (comme ailleurs), les directions jouent la surenchère dans l'exploitation et l'atteinte à la dignité des salariés. Elles dérèglementent le temps de travail, changent les rythmes de travail, essaient d'instaurer la concurrence entre eux pour tenter de nous isoler et va jusqu'à violer notre intimité avec le recours au contrôle des arrêts maladie par une société privée.

Elles entendent imposer la prise des congés sur l'année civile sans possibilité de report autre que les 3 RE avec obligation de poser 3 semaines minimum sur une période allant du 26 juin au 05 septembre 2010. C'est ce que vient d'annoncer la DOTC Nord chez les commerciaux. Pour rappel, le règlement prévoit le report de 2 fois les obligations hebdomadaires sur l'année suivante. Le choix et la durée de la prise congés des agents doivent être respecté.

Les méthodes utilisées par la Poste sont inacceptables : les cadres devraient être les propagateurs de la pensée unique patronale, les conseils de discipline avec licenciement se multiplient, les inaptes et les agents cumulant de nombreux arrêts maladie sont aussi dans le collimateur. Les plus faibles sont les premiers visés mais nous sommes tous concernés.

LES POSTIERS ONT TOUJOURS DÉMONTRÉ QU'ILS SAVAIENT RÉAGIR ET SE MOBILISER POUR IMPOSER D'AUTRES CHOIX, ALORS DÈS LE 24 NOVEMBRE, LES SERVICES DOIVENT ÊTRE VIDES ! C'EST À CE NIVEAU QUE NOUS DEVONS PLACER LA MOBILISATION.

A L'APPEL DE L'ENSEMBLE DES ORGANISATIONS SYNDICALES PARISIENNES À PARTIR DU 24 NOVEMBRE TOUTES ET TOUS DANS LA GRÈVE, ET DANS LES MANIFESTATIONS